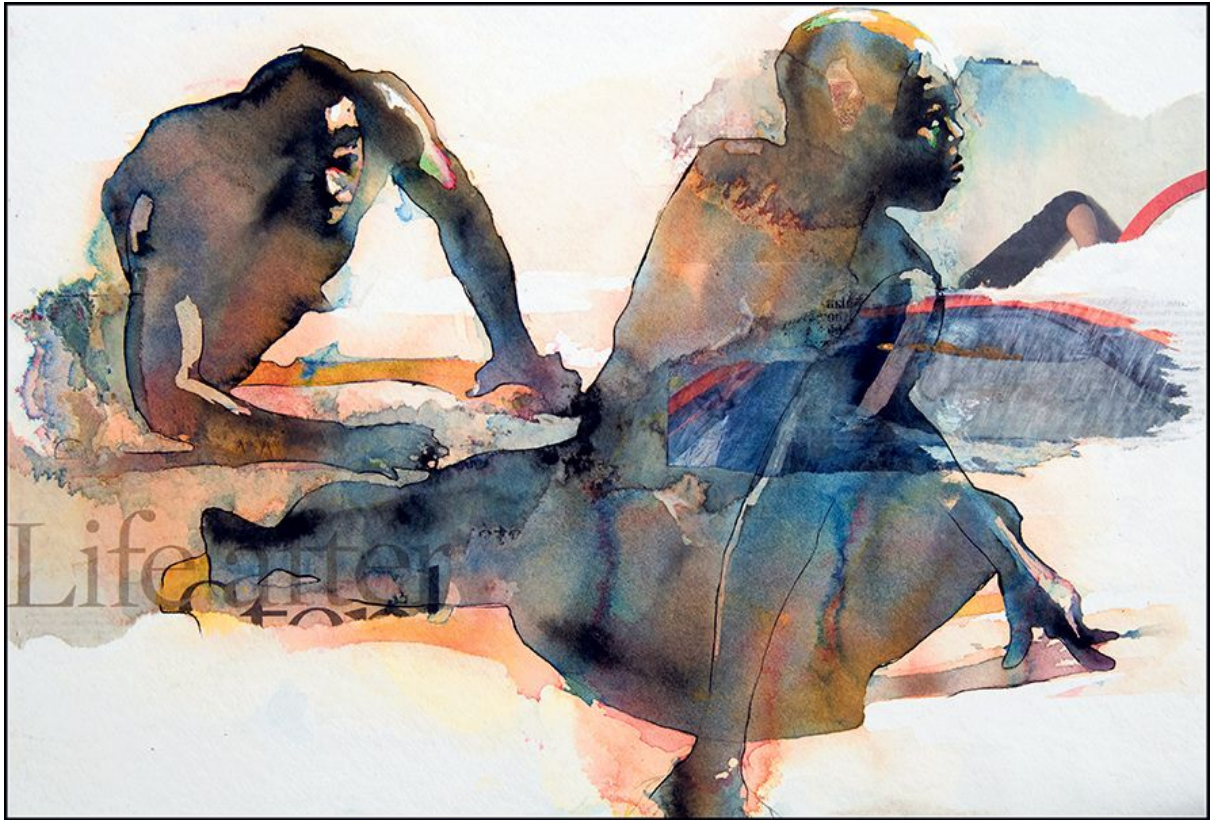


Le monde diplomatique

Supplément Secours populaire français

L'Europe au défi des réfugiés



Bruce Clarke. – « Life After » (La Vie d'après), 2013

Bruce Clarke / ADAGP

Les conflits qui ravagent le

Proche-Orient, singulièrement la Syrie,
l'Irak et l'Afghanistan, ont jeté des

centaines de milliers de personnes (hommes, femmes et enfants) sur les routes de l'exil. Si les pays frontaliers, comme le Liban, assurent le gros de l'effort d'accueil, les États de l'Union européenne sont également sollicités au nom du droit d'asile. Mais leur réponse varie selon les capitales et est souvent parcimonieuse. À Bruxelles, la Commission a tenté en vain d'organiser une réponse coordonnée des Vingt-Huit. Sur le terrain, les associations se mobilisent pour prodiguer aux réfugiés les premiers soins, leur fournir gîte et nourriture : un devoir de solidarité, comme le rappelle M. Julien Lauprêtre, président du Secours populaire français (*lire « Mondialisons la solidarité ! »*). En Grèce, l'afflux inattendu de dizaines de milliers de migrants met à rude épreuve toute la société (*lire « La Grèce en première ligne »*). Le bilan de la crise révèle le non-respect de la convention internationale relative au statut des réfugiés et un certain oubli

des leçons de l'histoire (*lire « Le fantôme de la guerre d'Espagne »*).



Les images qui accompagnent ce reportage sont de Marie Dorigny. Elles ont été réalisées en janvier 2016 au centre d'enregistrement de migrants Paul-Hallen de Passau, petite ville allemande frontalière de l'Autriche, et à la Bayernkaserne de Munich, l'un des plus grands centres pour réfugiés d'Allemagne.

© Marie Dorigny / Myop



Il est rare que les foyers pour

demandeurs d'asile soient localisés dans des paysages de carte postale. Pour atteindre celui de la Bornitzstraße, à Berlin-Lichtenberg, on remonte une longue rue qui mène d'un supermarché bas de gamme à des immeubles désaffectés entre lesquels un petit cirque a pris possession d'un terrain vague. Deux chameaux faméliques y broutent des herbes boueuses. Plus loin, un immense bowling hérité de l'ère soviétique tourne le dos à une barre en béton gris de quatre étages équipée de caméras de vidéosurveillance. Nous y sommes. Devant l'entrée, trois jeunes Afghans trompent l'ennui en fumant une cigarette. « *Vous avez vu ? C'est gentil, Angela Merkel nous a mis des*

*chameaux pour qu'on se sente un peu comme chez nous. »*L'anglophone du groupe s'appelle Émir, il a 28 ans, des yeux rieurs et le don pour divertir ses camarades, qui s'esclaffent sans qu'il ait besoin de traduire. Blaguer sur leur sort : l'un des rares remèdes disponibles à l'interminable attente dans laquelle ils sont englués.

Quand Émir est arrivé à Berlin, en septembre 2015, l'Allemagne faisait face au plus grand afflux de réfugiés depuis la seconde guerre mondiale : jusqu'à dix mille personnes par jour franchissaient ses frontières, majoritairement depuis la Syrie, mais aussi depuis l'Afghanistan, l'Irak, le Soudan, l'Afrique du Nord ou les Balkans. Au sein d'une Europe qui ne songeait qu'aux moyens de repousser ces grands voyageurs prêts à affronter tous les périls pour fuir la guerre ou la misère, la décision de l'Allemagne de leur ouvrir les portes sans conditions a marqué l'histoire autant qu'elle a

surpris. Comment était-ce possible ? Le monstre économique qui venait de garrotter la Grèce et d'imposer le règne de l'austérité agitait maintenant des bouquets de fleurs à la descente des trains de réfugiés. Tandis que, partout ailleurs, de Calais à Budapest, explosaient les commandes de barbelés, l'Allemagne, sous la bannière du « *Wir schaffen es* » (« On va y arriver ») de la chancelière Angela Merkel, se mobilisait pour accueillir 900 000 migrants en 2015, puis encore 280 000 l'année suivante (*voir [le graphique consacré aux demandes d'asile](#)*).

Un Allemand sur dix dans les réseaux de soutien

Concrètement, les conditions de cet accueil laissent parfois à désirer. Au centre de la Bornitzstraße, les installations sont vétustes, les

sanitaires dans un état lamentable, les chambres infestées de punaises. Le gestionnaire du foyer, la société privée PeWoBe, aurait mis en place un système de surfacturation en rognant sur les services qu'il est censé fournir aux résidents. Ces exploits, ajoutés à la divulgation de courriels internes dans lesquels des administrateurs s'amusaient à imaginer des centres équipés de « *guillotines pour enfants* », ont incité la ville de Berlin à annuler en août 2016 tous les contrats passés avec ce bailleur (1) et à transférer les quelque cinq cents résidents de la Bornitzstraße dans une ancienne caserne du quartier de Spandau. Trois mois plus tard, cependant, une soixantaine se refusaient toujours à déménager. « *On veut nous envoyer dans un endroit encore plus excentré, où l'on n'aura toujours pas la possibilité de faire la cuisine nous-mêmes, alors que c'est ce qu'on réclame depuis un an*, explique Émir. *Ce n'est pas d'un nouveau centre que*

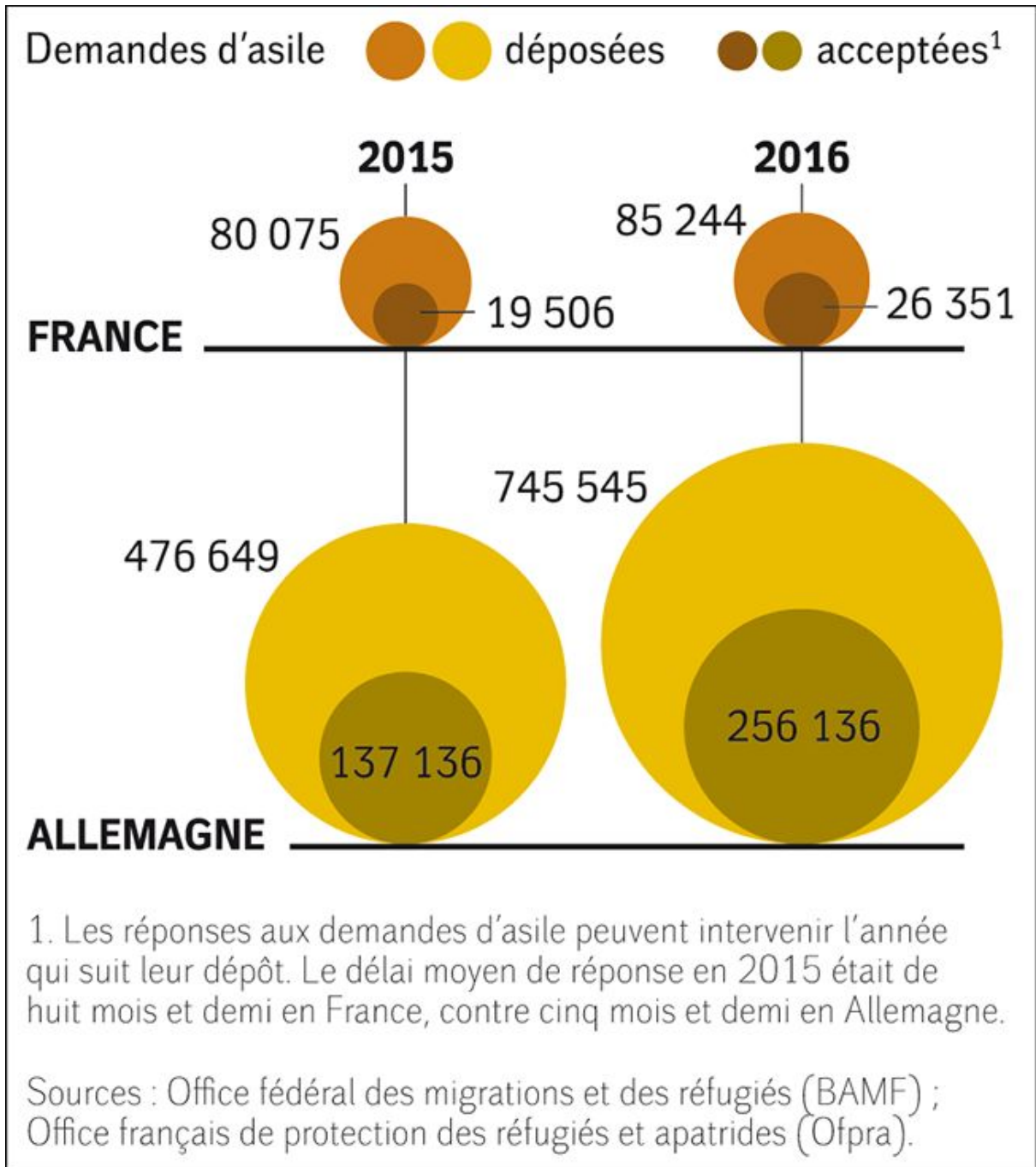
nous avons besoin, mais d'une perspective de vie. » Déposée il y a quatorze mois, sa demande d'asile reste sans réponse. En Afghanistan, il travaillait comme comptable pour un sous-traitant de l'armée, jusqu'à ce qu'une sombre histoire liée à la situation chaotique du pays lui coûte son emploi et menace sa vie. Il a hâte de retrouver un travail en Allemagne et de s'y faire une place, mais il en est encore loin. *« Il faut d'abord que ma demande d'asile soit acceptée. Ensuite, que je prenne des cours d'allemand. Puis que je suive une mise à niveau pour que mes qualifications soient reconnues. Alors seulement, je pourrai postuler pour un travail. »* Rien ne lui garantit qu'il franchira le principal obstacle de ce parcours du combattant : l'Afghanistan n'est plus considéré par l'État allemand comme un pays à risque. En novembre, un premier charter de déboutés du droit d'asile a décollé de Berlin pour Kaboul.



© Marie Dorigny / Myop

Presque deux ans après le « pic » de l'été 2015 et les images d'une Allemagne heureuse de se découvrir si accueillante, le tableau paraît moins idyllique. Mais tout de même : à l'heure du premier bilan, les efforts déployés impressionnent. La ville de Berlin a accueilli à elle seule près de cent mille réfugiés entre 2015 et 2016, à l'intention desquels elle a réquisitionné trente-huit gymnases et aménagé

soixante-huit centres d'hébergement ou « villages conteneurs ». « *Notre devoir est d'en faire encore davantage* », martelait en décembre le maire social-démocrate de la capitale, M. Michael Müller. De Hambourg à Munich, la plupart des grandes villes se sont équipées dans des proportions similaires. À titre de comparaison, il a fallu attendre octobre 2016, soit un an et demi après l'apparition des premiers camps de migrants dans ses rues, pour que la ville de Paris se dote d'un seul et unique centre d'accueil de huit cents places, immédiatement saturé. Le spectacle, devenu habituel dans la capitale française, de forces de police dispersant à coups de gaz lacrymogènes les regroupements de migrants laissés sur le carreau, ou leur confisquant leurs duvets en plein hiver, serait inconcevable en Allemagne.



L'Allemagne accepte 10 fois plus de demandes d'asile que la France

Outre-Rhin, la politique d'accueil tangue sous l'effet de deux pressions

opposées. D'un côté, elle bénéficie d'une mobilisation populaire sans équivalent. Depuis 2015, des centaines de milliers de bénévoles ont proposé leur aide dans les foyers, les structures sociales, les associations ou les églises. M. Olaf Riedel, un jeune fabricant de meubles de Halle, en Saxe-Anhalt, incarne bien cette inclination, moins liée à des motifs politiques qu'à un esprit de bon voisinage : après s'être rendu « *un peu par hasard* » à une fête paroissiale de bienvenue aux arrivants syriens, il a aidé plusieurs d'entre eux à quitter le foyer qui leur avait été assigné dans une cité de barres et de béton et à dégoter un logement en centre-ville, tandis que son épouse, enseignante, leur donnait des cours d'allemand à domicile. « *Les propriétaires refusent parfois de louer aux réfugiés, explique-t-il, ce qui est étrange, dans la mesure où le paiement du loyer leur est garanti par le Job Center [équivalent du Pôle emploi français]. Certains*

intermédiaires ou agents immobiliers profitent de la situation en réclamant une commission ; un coup de main n'est donc pas de trop. »

Wissam, qui travaillait dans un centre d'appels à Damas avant de fuir la conscription (« *Je n'avais pas envie de tirer sur mes compatriotes* »), habite à présent dans le même quartier que son camarade Olaf. Son aide lui reste précieuse pour affronter les cours de langue et d'« intégration des valeurs allemandes » — une initiation à l'histoire et aux institutions du pays, mais aussi à sa « culture » et à ses « mœurs » — requis par le Job Center en vue d'une future autorisation de travail. Selon plusieurs études, un Allemand sur dix a été ou reste impliqué d'une manière ou d'une autre dans les réseaux de soutien aux réfugiés. Si l'élan est quelque peu retombé depuis un an, il continue d'oxygéner le dispositif et de déterminer l'état

d'esprit d'une partie importante de la société.

La classe politique durcit le ton

Un autre facteur, moins désintéressé, joue en faveur de la politique d'accueil : la convoitise des employeurs pour ce gisement de main-d'œuvre souvent qualifiée et impatiente d'acquérir des moyens d'existence autonomes. Face au vieillissement de la population et à la pénurie des vocations dans certains secteurs, les travailleurs immigrés représentent depuis longtemps une force d'appoint vitale pour le pays — par exemple, dans l'aide à domicile aux personnes âgées, sous-traitée pour l'essentiel à des Polonaises précaires et sous-payées, mais aussi dans les services hospitaliers, la restauration ou le nettoyage. Le travail étant réputé synonyme d'intégration, le patronat se sent en position de force pour réclamer

une dérogation à la loi sur le salaire minimum, afin de pouvoir recruter à faible coût les nombreux réfugiés qui ont besoin d'un stage pour valider leurs compétences. L'idée ne paraît pas déplaire au gouvernement, qui est en train de l'étudier. *« Les réfugiés ne sont pas toujours au courant de leurs droits, et certaines entreprises en profitent déjà pour les rémunérer au-dessous du minimum légal »*, s'inquiète M. Stefan Körzell, de la Confédération allemande des syndicats (DGB). Si Berlin exauçait les vœux des employeurs, cela conduirait selon lui à *« multiplier les possibilités patronales de contourner la loi »* par le *« camouflage de vrais emplois en stages »*.

Les patrons ne restent pas non plus insensibles à la providence des 20 milliards d'euros de fonds publics investis en 2016 pour héberger, nourrir, soigner et « intégrer » les réfugiés. Selon l'Institut allemand de

recherche en économie (DIW),
l'injection de cette masse d'argent «
*produit le même effet qu'un plan de
relance et profite en dernier ressort
aux entreprises et aux employeurs*
», notamment dans les secteurs du
bâtiment, des services et de
l'alimentation. Assimilable à un
mini-plan Marshall de l'intérieur, le «
On va y arriver » se serait traduit par
une hausse du produit intérieur brut de
0,3 % en 2016.

Plusieurs forces se conjuguent
cependant pour torpiller les
chatoyantes promesses de Mme
Merkel. D'abord, la nature
intrinsèquement policière de l'appareil
bureaucratique mis en place pour
mouliner les demandes d'asile. Après
quelques mois de pagaille qui, début
2015, ont mis à rude épreuve leur sens
de l'ordre, la police et l'Office fédéral
pour la migration et les réfugiés
(BAMF) se sont rapidement entendus
pour serrer la vis. Depuis août 2015, les

candidats à l'asile doivent emprunter un « corridor de traitement » découpé en « stations » pour l'enregistrement, la prise de photographies, les examens médicaux, le relevé des empreintes digitales et leur vérification dans diverses banques de données. Ce protocole, justifié par le souci de repérer d'éventuels djihadistes infiltrés, donne aux policiers les pleins pouvoirs pour opérer le premier tri et rejeter les candidats qu'ils jugent indésirables ou infondés à faire valoir leurs droits. Plus de treize mille migrants ont ainsi été refoulés durant les six premiers mois de 2016. Tous n'étaient sans doute pas des djihadistes.



© Marie Dorigny / Myop

Mais le principal danger pour le droit d'asile découle de la droitisation de la classe politique. L'attentat du 19 décembre 2016 à Berlin, au cours duquel douze personnes ont trouvé la mort sous les roues d'un camion conduit par un ancien détenu tunisien, n'est pas resté sans suites. Le ministre fédéral de l'intérieur Thomas de Maizière a annoncé en janvier des mesures visant à « *réajuster* » la

politique migratoire et sécuritaire allemande, consacrant la porosité entre ces deux adjectifs : nouvelle amputation des critères d'accueil, élargissement des pouvoirs de la police, renforcement de la vidéosurveillance, mise en œuvre d'un « plan d'action national » en vue de faciliter les expulsions de déboutés du droit d'asile.

« L'attentat de Berlin n'a rien à voir avec la question du droit d'asile, puisque son auteur n'en bénéficiait pas et s'est radicalisé en Europe, observe Mme Ulla Jelpke, députée du groupe Die Linke (La Gauche) au Parlement. Mais une partie importante de la population considère aujourd'hui que les réfugiés sont responsables de tous les maux, alors les politiques lui emboîtent le pas. »

Il est vrai qu'ils n'ont pas attendu l'attentat de Berlin pour durcir le ton. Deux lois ont déjà été promulguées en octobre 2015 et mars 2016 qui restreignent les droits des arrivants sur

des points essentiels tels que le regroupement familial, l'accès aux prestations sociales, la liberté d'installation ou les reconduites à la frontière. L'une de ces mesures interdit par exemple au demandeur d'asile de quitter la ville ou la zone administrative qui lui a été assignée par loterie pour toute la durée de l'examen de son dossier — laquelle s'étend souvent sur une année, voire davantage.

Le durcissement à l'intérieur s'accompagne d'une politique de sous-traitance accrue vers l'extérieur. L'accord passé avec la Turquie pour « fixer » sur son territoire les migrants qui le traversent dans l'espoir de rejoindre l'Allemagne a donné des idées aux maîtres des clés. Le chef de la police fédérale, M. Helmut Teichmann, a annoncé en octobre que le gouvernement travaillait à un plan européen visant à refouler en Tunisie les migrants débarqués sur les côtes italiennes ou sauvés de la noyade en

Méditerranée. Cette stratégie dite du « transfert anticipé » s'appuierait sur la construction de centres de rétention géants en Tunisie, mais aussi en Égypte. Dans une telle hypothèse, c'est le droit d'asile tout entier qui coulerait au fond de la Grande Bleue avec les douze mille migrants qui, selon les estimations les plus faibles, y ont péri ces trois dernières années.



Dans l'opinion, la crainte du terrorisme joue toutefois un rôle secondaire par rapport au spectre de la « criminalité étrangère ». L'exploitation de plusieurs faits divers horribles, comme les agressions sexuelles massives perpétrées à Cologne le soir du 31 décembre 2015, le viol et l'assassinat d'une étudiante par un réfugié afghan à Fribourg en octobre 2016, ou encore l'arrestation en décembre d'un groupe de mineurs syriens accusés d'avoir jeté un papier en feu sur un sans-abri dans le métro berlinois, pèse lourd dans l'imaginaire collectif. Peu importe si les statistiques de l'Office fédéral de la police criminelle (BKA) indiquent que les étrangers ne commettent pas davantage de crimes et de délits que les Allemands — et que les infractions qui leur sont imputables tendent même à diminuer : cela ne fera pas les gros titres.

Noyés sous les flots d'insanités racistes qui se déversent désormais sur

Internet, les sites de plusieurs journaux ont fermé les commentaires sous les articles consacrés de près ou de loin à la question des réfugiés. D'autres, plus préoccupés par leurs recettes publicitaires, préfèrent laisser leur public se débouder, fût-ce de manière plus sommaire. Le très consulté portail N24, propriété du groupe Axel Springer, met ainsi à disposition de ses lecteurs un choix de huit émoticônes censées traduire l'émotion que leur inspire un contenu. Le résultat est éloquent. Le 20 novembre 2016, un article intitulé « En Suède, les réfugiés dorment dans le froid » récoltait 2 622 clics sur la face hilare de l'émoticône « très content », tandis que les symboles « alarmé », « triste » et « en colère » ne totalisaient que 238 résultats. Auparavant, une dépêche titrée « Magdebourg : un groupe de trente personnes attaque des réfugiés à coups de battes de base-ball » avait été

ovationnée dans les mêmes proportions.

Imprécations contre l'« invasion musulmane »

Au lieu de s'inquiéter pour l'État de droit, les partis politiques se disputent les reliefs que leur laisse une extrême droite galvanisée. M. Horst Seehofer, le très conservateur président de l'Union chrétienne-sociale (CSU), harcèle son alliée Angela Merkel pour imposer un plafonnement du nombre de réfugiés accueillis chaque année, en violation du principe même du droit d'asile. Le Parti social-démocrate (SPD) multiplie les rodomontades sécuritaires et se déclare favorable, par la voix notamment de son chef au Bundestag, M. Thomas Oppermann, à la reconduite manu militari en Afrique du Nord des migrants rescapés de la Méditerranée. Le Parti libéral-démocrate (FDP), traditionnellement ferme sur la défense

des intérêts patronaux mais souple sur tout le reste, ne trouve plus de mots assez durs pour fustiger les « *rêveries éthiques* » de Mme Merkel et ne veut plus entendre parler d'immigration que « *dirigée vers le marché du travail et réservée à des personnes que nous aurons choisies nous-mêmes* ». Tandis que les Grünen (Verts) laissent l'un de leurs porte-parole exiger plus de vidéosurveillance et un contrôle a posteriori des « *réfugiés à l'identité douteuse* », Die Linke n'est pas épargné : la députée Sahra Wagenknecht, cheffe de file de l'aile gauche du parti, considère que « *l'accueil et l'intégration d'un grand nombre de réfugiés posent de sérieux problèmes* ». La course au bâton d'or sécuritaire risque encore de s'accélérer à l'approche des élections.

À quel foyer cette contagion sémantique se nourrit-elle ? Le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui exploite le

thème du mahométan fourbe après avoir épuisé celui du Grec gaspilleur, a remporté ses scores les plus triomphaux dans l'est de l'Allemagne (21 % en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et 24 % en Saxe-Anhalt aux élections régionales de 2016). C'est peut-être là qu'il convient de chercher la clé.



Dresde fait partie de ces villes allemandes où il faut se promener longtemps avant d'espérer croiser une personne non blanche. C'est encore plus vrai en ce dimanche d'octobre 2016 où huit mille « patriotes contre l'islamisation de l'Occident » (Pegida) se sont donné rendez-vous aux pieds de l'opéra Semper pour célébrer les deux ans de leur mouvement. Pegida, qui a submergé la Saxe avant de proliférer à l'Ouest et d'attiser le vote AfD, a perdu l'effet de nouveauté dont il jouissait l'année précédente, quand vingt mille « patriotes » avaient répondu au son de l'olifant, mais a conservé une force de frappe suffisante pour s'arroger le cœur historique de la ville. À la tribune, le publicitaire Lutz Bachmann, fondateur et idole du mouvement, tonne comme à son habitude contre l'« *invasion musulmane* » qui ravagerait les fondations chrétiennes de la nation — paroles qui, tout aussi rituellement, soulèvent une tempête de « Merkel

traître au peuple ! » et de « Nous sommes le peuple ! ».

Le casier judiciaire pas si chrétien de M. Bachmann — condamnations pour cambriolages, possession de cocaïne, non-paiement de pension familiale — ne pose aucun problème à la foule des pégidistes. Celle-ci comporte bien sûr son lot de prolétaires « Hartz IV (2) », cramponnés au seul privilège qu'on ne leur prendra pas, celui d'être allemands. Mais y abondent surtout les classes moyennes des employés et petits commerçants, pas riches mais pas si pauvres, agrégées autour d'une haine simple comme des corps transis autour d'un brasero. Les universitaires sont également représentés. Thomas Hartung, 54 ans, enseignait la communication à l'Université technique de Dresde quand il a été promu secrétaire général adjoint de la fédération saxonne de l'AfD. Il nous reçoit le lendemain matin au siège de son parti, le visage festonné d'un petit

sourire narquois qui ne quittera pas ses lèvres.

L'AfD se veut moins imprécatrice et plus « constructive » que Pegida, mais, de près, la différence ne saute pas aux yeux. Sa cheffe, Mme Frauke Petry, préconise par exemple de déporter tous les réfugiés du pays sur des îles-prisons situées hors des eaux européennes.

Interrogé à ce propos, Hartung répond sans ciller : *« Ce n'est pas en appliquant la Constitution que l'on peut stopper les flots de migrants. La politique d'Angela Merkel cause un tort immense à notre pays ; pour y remédier, il faut donc réfléchir à des moyens non conventionnels. »* On a comptabilisé 477 agressions racistes en Saxe en 2015, en hausse de 87 % par rapport à l'année précédente. La criminalité d'extrême droite explose dans toute l'Allemagne : 921 attaques contre des foyers de réfugiés en 2016, dont 66 incendies et quatre attentats à l'explosif. La journaliste Andrea Röpke,

qui a consacré un livre à ce phénomène (3), évoque un « *terrorisme au quotidien qui reste dans l'ombre de l'actualité* ». Fait-il partie des « moyens non conventionnels » auxquels réfléchit M. Hartung ? « *Nous n'avons aucune responsabilité dans ces faits, assure-t-il, son petit sourire blême toujours accroché aux gencives. Mais, quand la population réclame le droit d'être consultée pour déterminer qui doit vivre avec elle, et qu'on ne l'écoute toujours pas, son impuissance peut la faire basculer dans des actions désespérées. C'est un facteur psychologique tout à fait normal. La population voit son sens de la justice bouleversé, alors elle se défend.* »



© Marie Dorigny / Myop

Dans le Land voisin de Saxe-Anhalt, l'ancien maire de Tröglitz a pu mesurer le tranchant de cette « défense ». Ce village de trois mille habitants ne paie pas de mine avec ses petites maisons fleuries toutes sorties du même moule ; ses résidents, à la manière de ceux d'un lotissement surveillé, ne semblent sortir de chez eux que pour faire les courses ou se rendre à leur travail. Comme Bautzen, Freital, Clausnitz ou

Heidenau, Tröglitz fait partie des bourgades de l'Est où la haine du réfugié a pris la forme d'une hystérie collective de gros calibre. Fin 2014, les autorités du Land conçoivent le projet d'y envoyer soixante demandeurs d'asile ; un bâtiment vacant doit être réaménagé pour les recevoir. Peu soucieuses d'en informer les habitants ou de les consulter, elles laissent le maire, M. Markus Nierth, se débrouiller seul. Celui-ci fait le choix d'endosser le projet et de le défendre bec et ongles auprès de ses administrés. Mal lui en prend : les villageois, parmi lesquels des amis et des voisins, le traitent soudain en pestiféré. Il reçoit des lettres d'insultes, des menaces de mort, des enveloppes remplies de déjections. Une page Facebook est créée où se déversent d'autres joyusetés anonymes. Les néonazis du Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD) se jettent sur l'aubaine et viennent parader tous les dimanches dans les rues aux côtés de dizaines

d'habitants. En mars 2015, à bout de nerfs, le maire démissionne après que le NPD a appelé à un rassemblement devant la ferme où il vit avec sa famille. Aux élections régionales qui ont lieu la même semaine, l'AfD et le NPD engrangent ensemble 40 % des voix du village. Un résultat couronné un mois plus tard par l'incendie criminel du foyer d'hébergement et l'enterrement définitif du projet d'accueil des réfugiés. À ce jour, les coupables n'ont pas été retrouvés.

Toujours abasourdi par ce déchaînement de violence qui lui a valu de vivre neuf mois sous protection policière, M. Nierth se dit moins frappé par le racisme virulent de quelques-uns que par l'absence de réaction de tous les autres : « *Le pire, c'est la majorité silencieuse, celle qui regarde ailleurs et laisse faire. Quand même les gens de gauche restent les bras croisés, l'extrême droite progresse dans les esprits.* » À aucun moment il n'a reçu

de soutien des élus alentour ou de son député. « *Pas même un coup de téléphone, rien. Marquer leur solidarité leur aurait sans doute coûté des voix...* » Fils d'un pasteur qui s'engagea dans l'opposition clandestine à l'ancien régime de la République démocratique allemande (RDA), ce chrétien de 49 ans impute le comportement de ses congénères aux quarante années de « *conformisme* » et de « *vie sous cloche* » qu'ils connurent avant la réunification. Mais celle-ci n'a pas forcément arrangé les choses.

« Ici, on trie ses déchets et on mange du porc »

Tröglitz a été construit en 1937, sous Adolf Hitler, pour héberger les travailleurs d'une entreprise spécialisée dans la transformation de charbon brun en carburant pour chars d'assaut. Pendant la guerre, l'usine a exploité la main-d'œuvre gratuite des déportés de

Buchenwald, parmi lesquels le futur écrivain hongrois Imre Kertész. Beaucoup y sont morts d'épuisement. Elle a continué à tourner durant toutes les années de la RDA, jusqu'à sa fermeture en 1992 par les nouveaux maîtres de l'Allemagne réunifiée. Trois rues portent encore les noms des inventeurs du procédé chimique utilisé sur le site — aucune mention en revanche du Prix Nobel Kertész (4). « *L'usine ne faisait pas seulement vivre les habitants du village : elle s'occupait aussi d'organiser leurs loisirs, leurs bals, leur vie sociale, se souvient l'ancien maire. Quand elle a fermé, par choix de privilégier les intérêts de la raffinerie Total de Leuna, ce sont ses travailleurs eux-mêmes qui ont dû la démonter et jeter à la ferraille un matériel encore opérationnel qu'ils maniaient depuis des décennies. C'était violent, les gens disaient : "Pourquoi est-ce qu'on nous force à détruire notre outil de travail alors qu'il fonctionne parfaitement ?" Du jour au lendemain,*

la quasi-totalité des habitants se sont retrouvés au chômage. Cet épisode a laissé un souvenir terrible. Pour beaucoup, la décision du Land d'envoyer des réfugiés à Tröglitz a ravivé l'humiliation subie vingt-deux ans plus tôt. D'autant que le traumatisme de 1992 a été transmis à la génération suivante. Le village a longtemps vécu avec un taux de chômage de plus de 20 %. »

Un tel panorama pourrait donner l'impression que la *Willkommenskultur* (« culture de l'hospitalité ») n'est plus ce qu'elle était. De retour à Berlin, on feuillette *Premières informations pour les réfugiés*, un manuel en allemand et en arabe édité par la Fondation Konrad-Adenauer pour familiariser les nouveaux venus avec les usages et les valeurs de leur pays d'accueil. On y apprend, entre autres choses utiles, qu'en Allemagne on trie ses déchets et on mange du porc, que « *la bière est très appréciée, surtout par les hommes*

», et que partout « *s'applique le proverbe “le policier, ton ami et bienfaiteur”* ». Cela rassure un peu.

Olivier Cyran

Journaliste. Auteur avec
Julien Brygo de *Boulots
de merde ! Du cireur au
trader. Enquête sur
l'utilité et la nuisance
sociales des métiers*, La
Découverte, Paris,
2016.